Edition du 16 juillet 2021
Réalisée à l'aide des contributions des Services Économiques

Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE

L'essentiel

► Argentine : le gouvernement en quête de DTS pour rembourser une partie de la dette envers le FMI

Alors que l'Argentine pourrait utiliser la future allocation des droits de tirage spéciaux (4,3 Mds USD) prévue pour la fin août pour honorer une partie des échéances dues au FMI (4,5 Mds USD) entre août et décembre 2021, le gouvernement argentin négocierait aussi avec la Russie, le Mexique et le Portugal pour obtenir des prêts de DTS. Cette allocation supplémentaire de l'équivalent de 19 Mds USD servirait à couvrir les échéances dues au Fonds en 2022. Ces allocations bilatérales de DTS, remboursées sur une période de 18 ans, permettraient à l'Argentine de gagner du temps dans les négociations. C'est notamment dans cette optique que le ministre de l'économie Martín Guzmán aurait rencontré ses homologues russe Anton Siluanov et mexicain Arturo Herrera Gutiérrez, en marge de la ministérielle du G20 qui s'est tenue en Italie le 9 et 10 juillet. Ces transferts resteraient en revanche insuffisants pour honorer les échéances dues les années suivantes (19,1 Mds USD en 2023 et 4,8 Mds USD en 2024).

► Singapour : contraction du PIB de – 2,0 % en v.t. au T2

Selon la première estimation du ministère du Commerce et de l'industrie, le PIB de Singapour serait en recul de – 2,0 % au T2 (v.t.), après +3,1 % au T1. Ce repli s'expliquerait principalement par la réintroduction de restrictions sanitaires au début du mois de mai, suite à la résurgence de cas de Covid-19. En glissement annuel, Singapour enregistre une croissance de +14,3 % au T2 (après +1,3 % au T1), alors que l'activité s'était contractée de – 13,3 % en v.t. au T2 2020. La production de biens est en forte progression sur un an (+22,2 %), tandis que le secteur de la construction affiche de nouveau une croissance positive (+98,8 % sur un an au T2 après – 23,1 % au T1). La production du secteur manufacturier dans son ensemble progresse de +18,5 % sur un an (après +11,3 % au T1), et le secteur des services enregistre une croissance de +9,8 %, portée principalement par l'hébergement et la restauration (+13,4 % sur un an).

► Afrique du Sud : les émeutes de cette semaine pourraient avoir des conséquences économiques importantes

L'Afrique du Sud a connu cette semaine une vague d'émeutes et de pillages sans précédent, dans les provinces des villes de Durban et de Johannesburg, qui pourrait avoir des conséquences économiques importantes. Près de 1000 magasins et centres commerciaux ont été pillés ou détruits, de nombreux axes routiers ont été bloqués et le port de Durban (le plus grand d'Afrique) a dû suspendre ses activités alors que le bilan provisoire fait état de plus de 110 morts. Ces violences sont tout d'abord apparues en marge des manifestations de soutien à l'ancien président J. Zouma (incarcéré le 7 juillet) et ont également été alimentées par un contexte social particulièrement dégradé, exacerbé par la crise (taux de chômage officiel à 32,4%, taux de pauvreté passant de 20% à 22%). Si la situation semble revenir sous contrôle, les conséquences économiques devraient être profondes et durables. A court-terme, les chaînes d'approvisionnement sont rompues, et l'on observe des pénuries de denrées alimentaires, de médicaments et de pétrole. Les dégâts matériels sont estimés à 3 Mds EUR, et certains analystes ont commencé à retrancher entre 0,5 et 1 point à leurs prévisions de croissance pour 2021. A plus long-terme, ces évènements pourraient détériorer l'image du pays auprès des investisseurs, alors que le climat des affaires ne cesse de se dégrader.

► Amérique latine : La CEPAL rehausse ses prévisions économiques pour 2021

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) a rehaussé ses perspectives de croissance pour la région, désormais attendues à +5,2 % en 2021 et +2,9 % en 2022, contre +4,1 % en 2021 envisagés dans le rapport publié en avril. Ce rebond post-récession (-6,8 % en 2020) restera néanmoins insuffisant pour retrouver le niveau pré-pandémique et permettre une croissance inclusive. En effet, si les interventions des Etats ont permis de limiter les effets négatifs de la crise sanitaire, les fractures structurelles (informalité, faible productivité, fragmentation du système social et de santé) se sont creusées durant la pandémie tout comme leurs impacts sociaux (disparités de revenus, pauvreté) qui pourraient perdurer malgré la reprise. De manière générale, la CEPAL constate que les investissements restent faibles, ce qui devrait également affecter la qualité de la croissance.

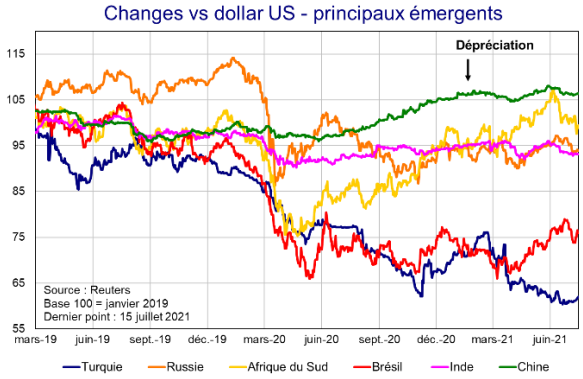
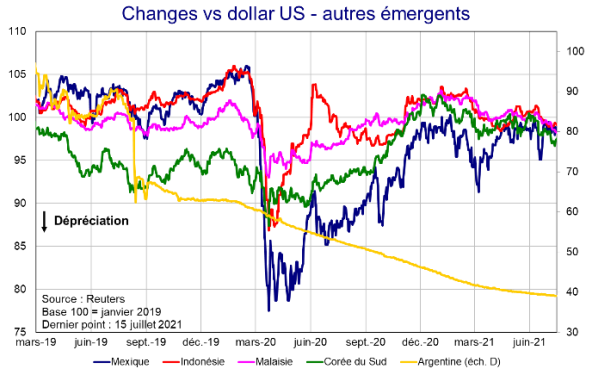
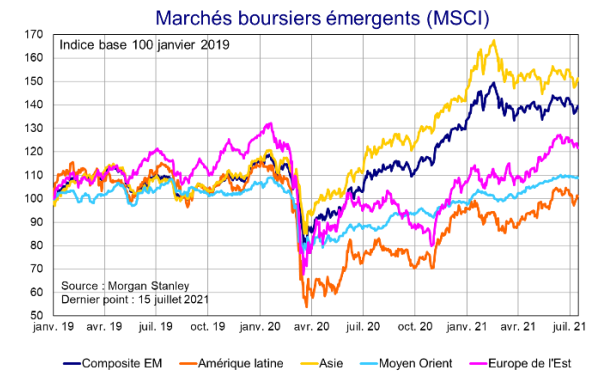
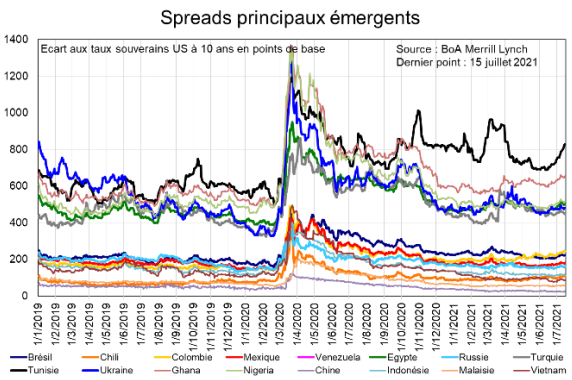
► Liban : la livre continue sa chute en raison de l'impasse politique

Le cours parallèle de la livre libanaise poursuit sa chute ces derniers jours sur fond d'impasse politique. Ce cours est passé au-dessus des 23 000 LBP/USD ce 16 juillet, suite à une nouvelle réunion infructueuse entre le Président Aoun et Saad Hariri (Premier ministre) pour former un gouvernement. Ce dernier, après neuf mois de négociations vaines, a décidé de renoncer à cette mission. La chute ininterrompue de la livre (taux officiel initial à 1507 LBP/USD) depuis le début de la crise continue d'alimenter l'hyperinflation et les pénuries, lesquelles atteignent des niveaux record.

Point Marchés

Cette semaine, les marchés émergents ont bénéficié d'un appétit pour le risque relativement soutenu. Les marchés actions ont enregistré une hausse, en particulier en Amérique latine, le Brésil enregistrant la meilleure performance. Les devises émergentes ont enregistré des performances modérées cette semaine ; la pandémie limitant l'appréciation des devises en Asie. Enfin, les spreads des titres de dette souveraine se sont resserrés cette semaine, en particulier les spreads turcs.

L'indice boursier MSCI composite marchés émergents (en dollars) a enregistré une hausse cette semaine (+2,4 %), n'effaçant pas la baisse de la semaine dernière (-3,8 %). Cette hausse est particulièrement marquée en **Amérique latine** (+4 %, après -4,2 % la semaine dernière) et en **Asie** (+2,7 %, après –4,1 %). C'est l'indice boursier **brésilien** qui a enregistré la meilleure performance (+5,1 %). L'indice boursier a été particulièrement soutenu par la réévaluation des perspectives de croissance. Le ministre de l'économie a déclaré que le PIB du pays devrait croître de +5,3 % en 2021, bien plus que la prévision précédente de +3,5 %. Ces nouvelles prévisions ont rassuré les investisseurs quant au rebond du pays, qui retire progressivement les restrictions liées à la pandémie, faisant taire les craintes autour d'un scandale de corruption. Les données publiées mardi ont également montré que l'activité du secteur des services au Brésil avait dépassé les niveaux pré-pandémie en mai.

Les grandes devises émergentes ont enregistré en moyenne une légère appréciation face au dollar US cette semaine, après une dépréciation en moyenne la semaine dernière. Les mouvements de devises sont de faible amplitude cette semaine. En **Asie**, le yuan chinois, le won sud-coréen et la roupie indonésienne ont enregistré une appréciation avoisinant les +0,5 %. Les performances restent tièdes car des craintes autour de l'épidémie ont contrebalancé les données chinoises relativement résilientes et le ton accommodant de Jerome Powell. Au deuxième trimestre, la croissance économique chinoise a ralenti (+7,9 % par rapport à l'année dernière, après +18,3% au premier trimestre), mais les indicateurs mensuels de juin étaient encourageants (données sur la production industrielle, ventes au détail, investissements en actifs fixes). Par ailleurs, les investisseurs s'attendent à davantage de mesures de soutien de la part de Pékin.

S'agissant des titres de dette souveraine, les *spreads* ont enregistré en moyenne un resserrement cette semaine. Les *spreads* **turcs** se sont resserrés cette semaine (- 21 pdb, après + 17 pdb la semaine dernière). Pour le quatrième mois consécutif, la banque centrale a décidé de maintenir son taux d'intérêt de référence à 19%, dans un contexte de hausse des prix et d'affaiblissement de la livre, ce qui compromet la reprise. L'inflation turque s'est accélérée rapidement en juin en raison de la hausse des prix mondiaux des produits de base et de l'assouplissement des restrictions liées au Covid-19, ce qui rend difficile la baisse des taux que le président Erdoğan souhaite voir cet été. La banque centrale a déclaré qu'elle maintiendrait sa politique monétaire actuelle jusqu'à une baisse significative de l'inflation, et a mis en garde contre « une possible volatilité » de l'inflation pendant l'été.